

CANADA

L'économie canadienne est-elle en récession?

FAITS SAILLANTS

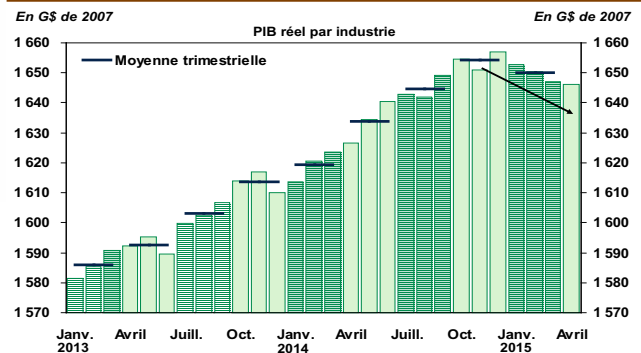
- Le PIB réel par industrie a diminué de 0,1 % en avril dernier. Il s'agit du quatrième recul consécutif de l'économie canadienne et de la cinquième baisse au cours des six derniers mois.
- Depuis le mois d'octobre, le PIB réel par industrie a subi une baisse cumulative de 0,5 %.
- Les secteurs des biens affichent un recul de 0,8 % en avril. L'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz a notamment chuté de 2,6 % durant le mois.
- Les secteurs des services ont progressé de 0,3 %. Certains d'entre eux ont toutefois connu des difficultés, dont les services immobiliers (-0,6 %), le commerce de détail (-0,2 %) et les services administratifs (-0,1 %).

COMMENTAIRES

L'économie canadienne est-elle en récession? Même si le PIB réel par industrie est en baisse depuis plusieurs mois, rappelons que la définition théorique d'une récession demeure la présence de deux trimestres consécutifs de baisse du PIB réel. Selon Statistique Canada, le PIB réel a reculé de 0,6 % (à rythme trimestriel annualisé) au premier trimestre de 2015, faisant ainsi la moitié du chemin vers une récession.

Or, avec les résultats d'avril du PIB réel par industrie, force est de constater que les probabilités d'un second recul au deuxième trimestre sont assez élevées. L'acquis de croissance, c'est-à-dire en supposant une progression nulle du PIB réel par industrie en mai et en juin, est de -0,9 %. En fait, il faudrait que le PIB réel par industrie augmente en moyenne de plus de 0,2 % durant ces deux mois pour espérer un résultat en territoire positif au deuxième trimestre. Sans être impossible, il est plutôt vraisemblable que la croissance du PIB réel par industrie demeure assez modeste dans les mois à venir, considérant les difficultés du secteur de l'énergie et leurs répercussions négatives sur plusieurs autres secteurs d'activité. Il est donc probable que l'économie canadienne soit actuellement en récession technique.

La baisse du PIB réel par industrie se poursuit



Implications : Visiblement, le rebond de 1,8 % anticipé par la Banque du Canada (BdC) pour le deuxième trimestre ne se réalisera pas. En fait, la possibilité d'une récession forcera les autorités monétaires à revoir leur plan de match. Si l'on tient également compte des turbulences internationales associées à la Grèce, tous les ingrédients semblent réunis pour que la BdC annonce une nouvelle réduction préventive des taux d'intérêt directeurs au pays. Rappelons qu'un tel mouvement avait été décrété par les autorités monétaires en janvier dernier. Ainsi, il est probable que le taux cible des fonds à un jour soit abaissé à 0,50 % lors de la décision du mois de juillet.

Attendre davantage avant de réduire les taux directeurs comme certains investisseurs l'anticipent ne nous semble pas l'option à privilégier, car c'est maintenant que l'économie canadienne se retrouve au cœur des difficultés. De plus, la faiblesse de l'inflation totale et la grande stabilité de l'inflation de référence procurent actuellement une marge de manœuvre dans la gestion de la politique monétaire.

Benoit P. Durocher
Économiste principal

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Hélène Bégin
Économiste principale

Benoit P. Durocher
Économiste principal

Francis Généreux
Économiste principal

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com